

## Research Article

# LA CONTRIBUTION DES ORGANISATIONS RELIGIEUSES À LA RÉSILIENCE DES PERSONNES DÉPLACÉES PAR LE TERRORISME AU BURKINA FASO

\* Dr Siaka GNESSI

Sociologue Chercheur, CNRST/Institut des Sciences des Sociétés (INSS), Ouagadougou, Burkina Faso.

Received 28<sup>th</sup> November 2024; Accepted 29<sup>th</sup> December 2024; Published online 31<sup>st</sup> January 2025

### RÉSUMÉ

Cette étude explore la contribution des organisations religieuses à la résilience des personnes déplacées internes (PDI) au Burkina Faso par le fait de la crise sécuritaire. Face aux déplacements de populations en grand nombre, ces organisations jouent un rôle fondamental dans le soutien spirituel, social et matériel des PDI. L'objectif de cet article est d'analyser la contribution des organisations religieuses à la résilience des personnes déplacées de force en mettant en relief les initiatives et les actions du Cercle d'Etudes, de Recherches et de Formation Islamiques (CERFI). La méthodologie s'est appuyée sur une démarche qualitative pour collecter les données nécessaires à l'analyse. Quinze (15) informateurs clés issus des organisations religieuses et du ministère en charge de l'action humanitaire ont constitué la population d'enquête. Les initiatives des organisations religieuses comme le CERFI, telles que l'assistance humanitaire, l'accompagnement spirituel et la mise en place de réseaux de solidarité, favorisent la résilience des personnes déplacées. Une meilleure participation de ces organisations à la gestion des conséquences sociales de la crise sécuritaire nécessite une coordination avec les acteurs humanitaires et les services publics, une mobilisation de ressources suffisantes et la définition de mécanismes d'insertion durable des personnes en situation de déplacements forcés.

**Mots clés:** Burkina Faso, CERFI, Organisations religieuses, Personnes déplacées, Terrorisme, Résilience

### INTRODUCTION

Le Burkina Faso, confronté à une crise sécuritaire prolongée depuis 2015, a vu un nombre croissant de ses habitants déplacés en raison des attaques terroristes et des conflits intercommunautaires. Selon les données des Nations unies, des centaines de milliers de personnes ont été contraintes de fuir leurs foyers, souvent sans accès à des services de base. Dans ce contexte, les organisations religieuses se sont imposées comme des acteurs clés dans la réponse aux besoins des personnes déplacées internes (PDI). Ces organisations, au-delà de leur rôle traditionnel de soutien spirituel, accompagnent la résilience des personnes victimes du terrorisme en leur apportant une aide matérielle et en facilitant leur prise en compte dans les réseaux de solidarité communautaire.

La résilience est définie comme un trait, un processus ou un résultat (Davydov et coll., 2010; Greene et coll., 2012; Van Breda, 2018). La résilience est un trait de personnalité qui aide les individus à faire face à l'adversité et à parvenir à un bon ajustement qui les immunise contre l'impact de cette adversité ou des événements traumatiques » (Hu et coll., 2015). L'American Psychological Association (2012) la définit différemment comme étant à la fois un processus et un résultat. Selon celle-ci, la résilience consiste à bien s'adapter face à l'adversité, aux traumatismes, aux tragédies, aux menaces ou aux sources importantes de stress (Sansoucy, 2022).

La résilience est également étudiée lorsqu'on cherche à comprendre comment protéger la santé mentale (Chen et Bonanno, 2020; Cleary et coll., 2018) et le fonctionnement psychologique d'une personne ou d'une population malgré des événements traumatiques (Bezjian et coll., 2017; Lee et coll., 2013; Wooten, 2012), ou lorsqu'on cherche à promouvoir l'adaptation positive face au stress (Kaurin et coll., 2018; Richardson et Stoneman, 2015). Cette notion cherche à

souligner la capacité d'agir des personnes, en tant qu'agents de changements mais aussi celle des communautés à faire face aux événements perturbateurs et à se reconstruire après des traumatismes (Payne, 2011). Les modèles théoriques de la résilience incluent la résilience psychologique individuelle (Bonanno, 2020), la résilience communautaire (Norris et al., 2008), et la résilience organisationnelle (Mallak, 1988) et permettent une compréhension du rôle que peuvent jouer les organisations dans les situations de crises ou de chocs multiformes.

Les organisations religieuses jouent un rôle clé dans le soutien moral, psychologique et matériel des populations déplacées. Elles interviennent souvent dans des contextes où les institutions étatiques sont absentes ou défaillantes. C'est ainsi que les groupes religieux offrent du réconfort spirituel, aident à la gestion du deuil et de la souffrance, et favorisent la reconstruction de la foi dans des situations de désespoir (Pargament, 2002). Les rôles social et communautaire des églises, mosquées, temples, et autres structures religieuses favorise la cohésion communautaire et en facilitant les interactions intergroupes. De nombreuses organisations religieuses fournissent des biens et services de première nécessité aux personnes vulnérables. Leur proximité avec les populations locales leur permet de répondre plus rapidement aux besoins des déplacés. À travers leurs actions humanitaires et spirituelles, les organisations religieuses aident les populations déplacées à développer des mécanismes d'adaptation et à surmonter les effets néfastes du déplacement forcé. La présence de leaders religieux dans les camps de réfugiés ou les zones de crise est un facteur important de soutien psychologique et d'intégration (Ager et al., 2011). Dans de nombreux cas, les organisations religieuses sont parmi les premières à offrir des services d'urgence, ce qui leur permet de renforcer la résilience des personnes déplacées par le renforcement des liens communautaires. Cet article analyse la contribution de ces organisations à la résilience des personnes en situation de déplacements forcés et examine les défis à relever.

\*Corresponding Author: Dr Siaka GNESSI,

Sociologue Chercheur, CNRST/Institut des Sciences des Sociétés (INSS), Ouagadougou, Burkina Faso.

## MÉTHODOLOGIE

L'étude a adopté une approche qualitative et descriptive. Une revue documentaire a été effectuée pour contextualiser l'engagement des organisations religieuses et du CERFI dans les crises humanitaires. Avec guides d'entretiens élaborés pour la collecte des données, quinze (15) entretiens semi-directifs ont été menés avec des responsables d'organisations religieuses, des responsables du CERFI, des leaders communautaires et des personnes déplacées internes dans différentes régions du Burkina Faso. Les données recueillies ont été transcrites et analysées à l'aide de la méthode d'analyse thématique, permettant de dégager les principaux rôles et interventions des organisations religieuses dans la résilience des PDI.

## RÉSULTATS:

### La situation des personnes déplacées internes

En se référant aux données du Secrétariat permanent du Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation (SP/CONASUR), au total 2,06 million de personnes déplacées internes ont été enregistrées au 31 mars 2023 contre 1,99 million au 28 février 2023, une augmentation de 3%. Les régions du Sud-Ouest, du Centre-Ouest, des Hauts Bassins et du Plateau-Central ont vu une augmentation importante de personnes déplacées internes dans ce mois. Le CONASUR et les acteurs humanitaires continuent d'apporter de l'assistance aux personnes déplacées dans les régions d'accueil. Les efforts conjugués des forces de défenses et de sécurité ont permis le retour de certaines personnes déplacées dans leurs localités d'origine. Même s'il reste de nombreux efforts à faire pour le retour des personnes déplacées, les populations et les dirigeants fondent leur espoir sur la mise en œuvre d'une Stratégie nationale de relèvement des personnes déplacées internes et des communautés d'accueil. Elle a été élaborée afin de doter le Burkina Faso d'un cadre de référence en la matière. Cette stratégie constitue un outil pour une réponse plus cohérente, plus prévisible et plus efficace du gouvernement, des acteurs de la société civile et des partenaires techniques et financiers (PTF), aux besoins de relèvement des personnes déplacées internes (celles ayant décidé de se réinstaller ailleurs dans le pays, de s'intégrer localement ou de retourner dans leurs localités), ainsi que des populations d'accueil des réfugiés et des retournés. Cette stratégie, d'un coût total de 810,79 milliards de francs CFA et qui couvre la période 2023-207, a pour vision: « *D'ici 2027, les personnes affectées par la crise sécuritaire vivent en paix dans des milieux plus apaisés et ont accès aux services sociaux de base et à des moyens de subsistance durables afin de renforcer leur résilience* ». Elle s'articule autour de quatre (04) axes qui sont:

- Amélioration de l'accès aux services sociaux de base et promotion de cadres de vie décents dans les zones de retour, d'intégration et de réinstallation;
- Redynamisation de l'économie locale et autonomisation des populations affectées en particulier des jeunes et des femmes;
- Prévention des conflits communautaires et consolidation de la paix dans les zones d'accueil et de retour;

### Le rôle joué par les organisations religieuses

Pour les organisations religieuses, soutenir les efforts de paix et de résilience des populations victimes de la crise sécuritaire est un devoir spirituel, moral et citoyen. Selon les responsables religieux que nous avons rencontrés, la participation des organisations religieuses à la résolution de la crise sécuritaire et à la recherche de la paix dans le pays ne souffre d'aucune contestation. Elles contribuent de

manière significative à la résilience des PDI pays sur plusieurs aspects. Sur le plan spirituel et psychosocial par exemple, les organisations religieuses offrent des espaces de prière et de réconfort qui permettent aux déplacés de faire face aux traumatismes liés à la perte de leurs proches et de leurs biens. Elles favorisent un environnement d'espoir et de solidarité qui aide à surmonter les difficultés quotidiennes. C'est le cas dans certains lieux de cultes où les dirigeants appellent à traiter les personnes déplacées dans le respect de leur dignité et à leur apporter toute l'assistance en fonction de leurs capacités. Un responsable religieux affirme:

« Dans nos mosquées, nous demandons aux fidèles, surtout pendant les prières du vendredi où il y a beaucoup de personnes, de soutenir les personnes déplacées. Nous sommes tous des frères et sœurs du même pays; c'est parce que les ennemis nous attaquent que ces personnes se retrouvent dans les quartiers ou dans les camps, privés de leurs espaces de dignité. Nous ne devons pas les rejeter ou les accuser de quoi que ce soit. Nous avons demandé aussi aux responsables des mosquées d'accompagner ces personnes dans la mesure du possible et faciliter leur intégration dans la communauté ». C'est une invite à la cohésion sociale, permettant ainsi aux personnes déplacées de maintenir des liens avec leur communauté d'origine et de créer de nouveaux liens dans les zones d'accueil. Sur le plan humanitaire, les organisations religieuses, grâce à leurs réseaux étendus, apportent une aide matérielle essentielle: distribution de nourriture, médicaments, vêtements, abris temporaires et eau potable. Elles jouent un rôle clé dans les zones difficilement accessibles par les acteurs humanitaires traditionnels.

### Brève présentation du CERFI

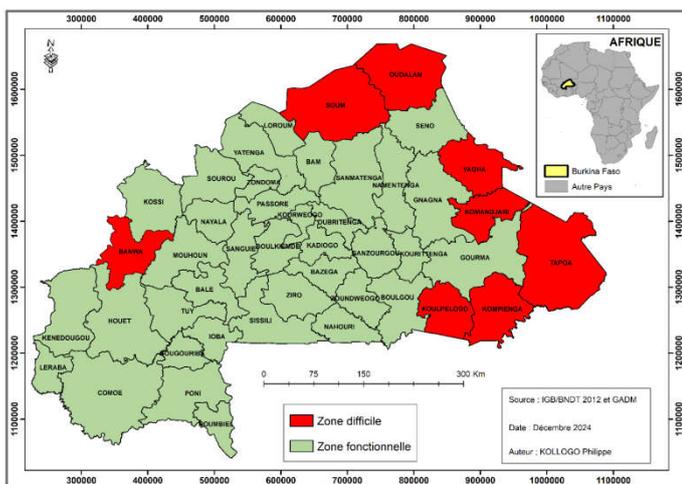
#### Objectifs et fonctionnement

Le Cercle d'Etudes, de Recherches et de Formation Islamiques (CERFI), est une association de développement de droit burkinabè, une organisation de la société civile, à caractère religieux, reconnue officiellement le 23 juin 1989. Il poursuit les objectifs suivants: (i) promouvoir et encourager l'étude et la recherche dans les divers domaines de l'Islam; (ii) répondre à l'attente de tous ceux qui désirent s'informer et se former dans les domaines islamiques; (iii) travailler à l'unité d'action réelle, à la compréhension et à la tolérance entre toutes les composantes de la communauté des musulmans; (iv) apporter une contribution positive au développement social, culturel et économique du pays; (v) défendre de façon générale les intérêts de l'Islam. Le CERFI est représenté sur l'ensemble du territoire burkinabè, notamment dans les 13 régions (Coordinations régionales) et dans les 45 provinces (sections provinciales) que compte le pays. Au-delà des régions et des provinces, le CERFI est présent dans les communes du pays.

Le CERFI a fait du vivre ensemble un de ses objectifs majeurs et a acquis une somme d'expériences dans la promotion des valeurs de tolérance et de compréhension des peuples. Ouvert à tout musulman - sans distinction d'âge, de sexe, de profession et de nationalité - désireux d'approfondir ou de partager ses connaissances sur la religion, le CERFI fonde ses principes sur l'orthodoxie islamique. Il est apolitique, indépendant et à but non lucratif. Cependant, il se réserve le droit seul ou en accord avec d'autres formations associatives de se prononcer sur les événements touchant aux intérêts des musulmans et aux questions d'intérêt national. Les militants du CERFI sont pour la plupart issus de la frange intellectuelle de la population, indépendamment de l'appartenance à une école de pensée islamique particulière. La communauté musulmane est à son écoute et c'est une structure habilitée à gérer et/ou à solutionner les problèmes afférents aux musulmans.

Le CERFI a mis en place une administration qui fonctionne assez bien au niveau central et au niveau déconcentré. L'association est dotée de statuts et règlement intérieur mis à jour à l'issue de chaque Congrès (instance suprême du CERFI). Entre deux congrès triennaux, se tiennent des Assemblées Générales annuelles et des Conseils d'Administration trimestriels qui sont les instances chargées de mettre en place, orienter, contrôler et suivre les actions des organes de l'association à savoir: le Comité Directeur National (CDN), le Bureau Exécutif National (BEN), du bureau de la Cellule Féminine Nationale (CFN). En plus de ces organes au niveau national, il existe des organes décentralisés qui sont : les Coordinations Régionales, les Bureaux Provinciaux dotés de cellules féminines chargées des questions féminines de chaque province et des Sections Communales, les Cellules Professionnelles telles que la Cellule des Personnels Enseignants Musulmans (CPEM), la Cellule des Agents de Santé Musulmans (CASAM), la Cellule des Communicateurs Musulmans (CCOM), la Cellule des Financiers Musulmans (CFIM), la Cellule des Juristes Musulmans (CJUM), la Cellule des Agents Musulmans de l'Action sociale (CAMAS) et la Cellule des Informaticiens Musulmans (CIM). Les activités de l'association sont organisées par ces organes et cellules professionnelles. Les œuvres sociales (éducation, santé, protection des groupes vulnérables, ...) sont destinées à tous ceux et toutes celles qui sont dans le besoin, sans distinction religieuse, ni ethnique.

Figure 1 : Carte de la représentation géographique du CERFI



Source: CERFI, 2024.

### Activités et prise en compte du genre

Pour l'atteinte de ses objectifs, le CERFI organise des activités de réflexion (séminaires, colloques, forum et foras, ...), réalise des œuvres sociales (collecte et distribution de vivres et non vivres aux populations démunies, visites dans les milieux carcéraux et centres de santé), investit dans le culte (construction de mosquées), la formation islamique, l'éducation, l'enseignement et la formation et réalise des infrastructures sociales et éducatives. En termes d'affiliation, le CERFI est membre de la Fédération des associations islamiques du Burkina (FAIB); il est également membre de l'Organisation de la Jeunesse Musulmane en Afrique de l'Ouest (OJEMAO).

Au nombre des départements du CERFI, figure en bonne place la Cellule Féminine Nationale (CFN). Relativement aux questions de la femme, l'ambition du CERFI a toujours été d'avoir un leadership féminin affirmé et bien assumé par les militantes. Le CERFI œuvre ainsi à disposer d'une élite féminine musulmane capable de prendre

en charge les problématiques sociales du moment et d'anticiper sur les défis à venir. La CFN conduit la politique de la structure en matière de mobilisation et de formation des femmes et gère les questions spécifiquement féminines suivant les directives des organes de direction et d'administration. La Présidente et la Vice-Présidente de la Cellule Féminine Nationale sont membres du Bureau exécutif national de l'association. Elles ont pour compétence d'assurer la coordination des Cellules Féminines Provinciales. Ainsi, les femmes sont impliquées à toutes les étapes de la vie de l'association; les projets spécifiquement féminins sont portés par elles. Les projets du CERFI « Synergie d'actions pour une efficacité dans la lutte contre la pratique des mutilations génitales féminines (MGF) au Burkina Faso » et « Actions musulmanes pour une effectivité de l'égalité de genre à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso » financés par des partenaires techniques et financiers, ont été pilotés par la Cellule Féminine Nationale (CFN).

### L'action sociale du CERFI et le soutien aux personnes déplacées

Le Cercle d'Etudes, de Recherches et de Formation Islamiques (CERFI), de par son statut d'association de développement à caractère religieux et à but non lucratif œuvre à « apporter une contribution positive au développement social, culturel et économique du Burkina Faso ». Pour l'atteinte de cet objectif spécifique, le CERFI s'est engagé dans la réalisation d'œuvres sociales et économiques. Pour ce faire, il travaille pour:

- la création et l'animation de structures d'encadrement scolaire, d'enseignement religieux et de formation socioprofessionnelle (garderie, école, centres de métiers, centres de santé) afin de contribuer à l'éducation et au bien-être des populations;
- la création et la gestion d'institutions de soutien au développement économique et social en vue d'aider les couches les plus défavorisées de la population.

Les actions du CERFI et de ses partenaires visent à apporter une contribution qualitative au développement et à l'amélioration du système éducatif national. Les établissements sont des établissements mixtes (garçons et filles) où sont enseignés le programme officiel des lycées et collèges. Cependant deux matières supplémentaires sont ajoutées: l'enseignement de la langue Arabe et l'Instruction religieuse (IR) au programme officiel.

Depuis plus d'une décennie, le CERFI a ouvert et gère une dizaine d'établissements d'enseignement général sur le territoire national. Ce sont des milliers d'élèves depuis 2007, qui ont été formés dans ces établissements du CERFI. Chaque année, des centaines d'élèves sortent titulaires du Brevet d'étude du premier cycle (BEPC) et du Baccalauréat. Ces résultats enregistrés permettent aux établissements du CERFI d'être parmi les meilleurs établissements en matière de réussite aux examens scolaires. D'autres projets ont été réalisés par le CERFI sur le plan social. Avec l'appui de ses partenaires, d'importants projets de développement ont été réalisés dans divers domaines, dont les plus récents sont:

- Le projet dialogue et inclusion sociale (2018-2021) avec DIAKONIA sur financement de l'Union Européenne;
- Le projet « Recensement général des foyers coraniques au Burkina Faso » en 2013, avec l'appui l'Ambassade des Etats Unis d'Amérique au Burkina Faso ;
- Le projet « Action musulmane pour la vulgarisation des droits humains à la lumière des textes coraniques » en 2012, dans le cadre de la 8<sup>ème</sup> phase du Projet « Assisting Communities Together » du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et du PNUD;

- Le projet « Actions musulmanes pour une effectivité de l'égalité de genre à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso » (2011-2012), avec l'appui du Fonds Commun Genre (FCG) des PTF au Burkina Faso dont Diakonia;
- Le sous projet « Synergie d'Actions pour une Efficacité dans la Lutte contre la Pratique des MGF au Burkina Faso » (2008-2010) avec Mwangaza-Action.

En ce qui concerne le soutien du CERFI aux personnes déplacées, il ressort que depuis le début de la crise humanitaire, consécutive à la sécuritaire que traverse le Burkina Faso, le CERFI, en tant qu'organisation religieuse islamique présente dans toutes les provinces du Burkina Faso, joue sa partition en manifestant sa solidarité à l'endroit des personnes vulnérables en général et des personnes déplacées internes (PDI) en particulier. Des actions de solidarité agissantes telles que la semaine de la famille, le mois de la solidarité et les opérations spéciales de collecte nationale de vivres et non-vivres au profit de ces personnes sont régulièrement organisées. Ainsi, de 2018 à 2024, la mobilisation des militants et sympathisants de l'association pour venir en aide aux PDI s'est renforcée à travers ces nombreuses opérations spéciales de collecte de fonds et de biens sur toute l'étendue du territoire national.

En décembre 2019, alors que le nombre de PDI était estimé à 500.000 personnes, les responsables de l'association à Ouagadougou ont procédé à une remise de vivres d'une valeur de quinze millions de FCFA au ministère en charge de l'action humanitaire pour les soutenir. Un des présidents du CERFI affirme: « Nous sommes dans une période d'insécurité qui a fait que nos frères et sœurs ont quitté leurs maisons et se trouvent dans une situation peu reluisante. C'est un problème national et chaque Burkinabè doit se sentir concerné. Que chacun fasse un geste afin qu'on puisse donner un peu de dignité à ces personnes qui sont dans la souffrance ».

Le mois de la solidarité 2024 s'est tenu sous le thème « Crise humanitaire au Burkina Faso: quelles contributions des musulmans pour soulager les personnes vulnérables? ». Selon un responsable, face aux défis humanitaires que connaît le Burkina Faso, la solidarité s'impose comme un facteur déterminant pour renforcer la résilience et la cohésion sociale. C'est ce qu'affirme également l'un des premiers imams de l'organisation, dans son sermon au cours de la grande prière de la fête marquant la fin du Ramadan 2024:

« La faim et la soif, ressenties au cours du mois de Ramadan, doivent réveiller à jamais notre conscience à l'égard de la souffrance des hommes et des femmes qui habitent avec nous dans ce pays, qui sont nos frères et sœurs. Il s'agit des personnes déplacées internes et des victimes de la guerre injuste, imposée à notre pays. Il nous faut une mobilisation accrue pour exprimer notre solidarité et notre compassion envers ces personnes dans notre pays ».

**Photo 1: Lancement officiel du mois de la solidarité 2024 du CERFI**



Source: Lefaso.net, 2024

**Photo 2: Distribution de vivres et de non vivres aux PDI dans un quartier de Ouagadougou**



Source: Lefaso.net, 2021

## DISCUSSION

Les organisations religieuses, malgré leur rôle crucial dans l'assistance aux personnes déplacées internes (PDI) au Burkina Faso, rencontrent plusieurs défis qui entravent leur efficacité dans l'insertion durable de ces populations. Ces défis sont multiples et peuvent affecter leur capacité à répondre de manière optimale aux besoins des déplacés.

Bien que le CERFI, de même que les autres organisations religieuses, bénéficient de la solidarité de ses membres et sympathisants, l'association manque souvent de ressources nécessaires pour faire face à l'ampleur des besoins des personnes déplacées. L'aide matérielle qu'elles apporte, bien que significative, reste insuffisante face aux défis énormes posés par les déplacements massifs de populations, notamment en termes d'alimentation, de logements, d'habillement, de soins médicaux et d'éducation.

S'ajoute à cela le manque de structures adaptées pour une insertion sociale durable des déplacés. Ce qui rend ponctuelle la contribution du CERFI qui se concentre souvent sur l'aide d'urgence et peine parfois à mettre en place des programmes d'insertion à long terme pour aider les déplacés à s'intégrer durablement dans leurs nouvelles communautés. La réintégration dans la vie économique, sociale et culturelle des déplacés nécessite des ressources matérielles et financières qui ne sont pas toujours disponibles. Réfléchir à des mécanismes d'insertion durable des personnes déplacées par le terrorisme sera une avancée significative dans la contribution de l'association à la résilience de ces personnes. Cela intègre l'accès à des formations spécifiques pour leur insertion socio-économique. Les organisations religieuses offrent parfois un soutien moral et spirituel, mais elles manquent souvent de formations spécifiques en matière d'insertion socio-économique des PDI. Ces derniers ont besoin de renforcement de compétences professionnelles en termes de gestion de la micro-entreprise sous toutes ses formes, d'accès à des microcrédits ou à des opportunités d'emploi, de marketing et de réseautage pour s'intégrer durablement dans la vie économique. Les organisations religieuses, bien qu'ayant un impact important dans le soutien moral et psychologique, ne disposent pas toujours des moyens ou de l'expertise nécessaires pour y parvenir.

Dans ce sens, les structures publiques de l'Etat en charge de la prise en charge des PDI devraient accompagner les organisations non étatiques qui font preuve d'engagement exemplaire dans la lutte commune contre les conséquences humanitaires de la crise sécuritaire. Dans cette logique que l'on peut qualifier de fonctionnelle au sens de Le ROY (2005), la coordination avec les acteurs

humanitaires et les autorités devient une démarche incontournable pour atteindre les objectifs de résilience des populations déplacées. Le manque de coordination avec les ONG et les autorités gouvernementales entraîne une duplication des efforts ou une distribution sans impact considérable de l'aide. Parfois, les organisations religieuses se trouvent à travailler en dehors des cadres formels établis pour la gestion des crises et font aussi face à des difficultés pour être reconnues comme partenaires légitimes dans des programmes de soutien officiel.

Des situations de stigmatisations dont sont victimes certaines familles déplacées sont aussi à considérer dans les actions de soutien au PDI. Des communautés d'accueil les perçoivent parfois négativement en raison de leurs origines ethniques ou régionales, ou en raison de la pression qu'ils exercent sur les ressources locales. Cela crée des obstacles à une intégration harmonieuse, et les organisations religieuses, malgré leurs efforts pour promouvoir l'inclusion, peuvent rencontrer des résistances communautaires qui compliquent leurs interventions.

## CONCLUSION

Les organisations religieuses jouent un rôle capital dans la résilience des populations déplacées par le terrorisme. Leur contribution est essentielle dans des contextes où d'autres formes de soutien font défaut. Le CERFI, à travers ses actions multiformes de soutien à la résilience des personnes vulnérables et celles qui sont victimes de la crise sécuritaire, se positionne comme un acteur important du développement socio-économique du pays. Mais les efforts de ces organisations sont souvent confrontés à des défis de coordination, de mobilisation de ressources suffisantes, de gestion des tensions communautaires et d'insertion durable. Pour une contribution plus efficace à la résilience des populations déplacées, il devient essentiel de renforcer les capacités organisationnelles des structures, de promouvoir une meilleure collaboration avec les autres acteurs humanitaires et de développer des programmes adaptés à l'insertion socio-économique des personnes déplacées.

## BIBLIOGRAPHIE

Ager, A., et al. (2011). The Impact of Religious Participation on Well-being among Displaced Populations: A Review. American Psychological Association. (2012). The road to resilience. <http://www.apa.org/helpcenter/road-resilience.aspx>

André Sansoucy, 2022, La théorie composite de la résilience: implications pour la recherche et la pratique, Un article de la revue Canadian Social Work Review / Revue canadienne de service social, Anthropology, 46, 151–166. <https://doi.org/10.1146/annurev-anthro-102116-041635>

Barrios, R. (2016). Resilience: A commentary from the vantage point of anthropology. *Annals of Anthropological Practice*, 40(1), 28–38.

Barrios, R. (2017). What does catastrophe reveal for whom? The anthropology of crises and disasters at the onset of the anthropocene. *Annual Review of*

Bezdjian, S., Schneider, K., Burchett, D., Baker, M., et Garb, H. (2017). Resilience in the United Air Force: Psychometric properties of the Connor-Davidson Resilience Scale (CD-RISC). *Psychological Assessment*, 29(5), 479–485. <http://dx.doi.org/10.1037/pas0000370>

Bolton, K., Praetorius, R., et Smith-Osborne, A. (2016). Resilience protective factors in an older adult population: A qualitative interpretive meta-synthesis. *Journal of Social Work Research*, 40(3), 171–182. <https://doi.org/10.1093/swr/svw008>

Bonanno, G. A. (2004). Loss, Trauma, and Human Resilience: Have We Underestimated the Human Capacity to Thrive After Extremely Aversive Events?

Boothroyd, R., Green, S., et Dougherty, A. (2019). Evaluation of Operation Restore: A brief intervention for first responders exposed to traumatic events. *Traumatology*, 25(3), 162–171. <http://dx.doi.org/10.1037/trm0000168>

Bowen, G. et Martin, J. (2011). The resiliency model of role performance for service members, veterans, and their families: A focus on social connections and individual assets. *Journal of Human Behavior in the Social Environment*, 21, 162–178. <https://doi.org/10.1080/10911359.2011.546198>

Chen, S. et Bonanno, G. (2020). Psychological adjustment during the global outbreak of COVID-19: A resilience perspective. *Psychological Trauma: Theory, Research, and Policy*, 12(S1), S51–S54. <http://dx.doi.org/10.1037/tra0000685>

Chesnay, M. et Anderson, B. (2020). *Caring for the vulnerable: Perspectives in nursing theory, practice, and research* (5e Édit.). Jones & Bartlett Learning.

Cyrułnik, B. (2013). La résilience: un processus multicausal. *Revue française des affaires sociales*, 1, 15–19. <https://doi.org/10.3917/rfas.125.0015>

Davidson, J., Jacobson, C., Lyth, A., Dedekorkut-Howes, A., Baldwin, C., Ellison, J., Holbrook, N., Howes, M., Serrao-Neumann, S., Singh-Peterson, L., et Smith, T. (2016).

Davydov, D., Stewart, R., Ritchie, K., et Chaudieu, I. (2010). Resilience and mental health. *Clinical Psychology Review*, 30, 479–495. <https://doi.org/10.1016/j.cpr.2010.03.003>

Diener, E., Scollon, C., et Lucas, R. (2009). The evolving concept of subjective well-being: The multifaceted nature of happiness. Dans E. Diener (dir.), *Assessing Well-Being, Social Indicators Research Series*. Springer. [https://doi.org/10.1007/978-90-481-2354-4\\_4](https://doi.org/10.1007/978-90-481-2354-4_4)

Dzau, V., Kirch, D., et Nasca, T. (2020). Preventing a parallel pandemic – A national strategy to protect clinicians' well-being. *The New England Journal of Medicine*, 383(6), 513–515. <https://doi.org/10.1056/NEJMp2011027>

Fletcher, D. et Sarkar, M. (2013). Psychological resilience: A review and critique of definitions, concepts, and theory. *European Psychologist*, 18(1), 12–13. <https://doi.org/10.1027/1016-9040/a000124>

Galatzer-Levy, I., Brown, A., Henn-Haase, C., Marmar, C., Metzler, T., et Neylan, T. (2013). Positive and negative emotion prospectively predict trajectories of resilience and distress among high-exposure police officers. *Emotions*, 13(3), 545–553. <https://doi.org/10.1037/a0031314>

Galli, N. et Vealey, R. (2008). "Bouncing back" from adversity: Athletes' experiences of resilience. *The Sport Psychologist*, 22, 316–335. <https://doi.org/10.1123/tsp.22.3.316>

Garrett, P. (2016). Questioning tales of 'ordinary magic': 'resilience' and neo-liberal reasoning. *British Journal of Social Work*, 46, 1909–1925. <https://doi.org/10.1093/bjsw/bcv017>

Giust-Desprairies, F., Lévy, A., et Cyrułnik, B. (2015). Chercher l'événement pour se sentir vivant. *Nouvelle Revue de Psychosociologie*, 1(19), 221–233. <https://doi.org/10.3917/nrp.019.0221>

Glaser, B. (1978). *Theoretical sensitivity: Advances in the methodology of grounded theory*. Sociology Press.

Gonzalez, O., MacKinnon, D., et Muniz, F. (2021). Extrinsic convergent validity evidence to prevent jingle and jangle fallacies. *Multivariate Behavioral Research*, 56(1), 3–19. <https://doi.org/10.1080/00273171.2019.1707061>

González, T. et Faas, A. (2016). Afterward: Preparing for uncertainties. *Annals of Anthropological Practice*, 40(1), 98–105. <https://doi.org/10.1111/napa.12091>

- Hoffman, S. (2016). The question of culture continuity and change after disaster: further thoughts. *Annals of Anthropological Practice*, 40(1), 39–51. <https://doi.org/10.1111/napa.12086>
- Hu, T., Zhang, D., et Wang, J. (2015). A meta-analysis of the trait resilience and mental health. *Personality and Individual Differences*, 76, 18
- Hunter, R., Gray, J., et McEwan, B. (2018). The neuroscience of resilience. *Journal of the Society for Social Work and Research*, 9(2), 305–339. <https://doi.org/10.1086/697956>
- Interrogating resilience: toward a typology to improve its operationalization. *Ecology and Society*, 21(2), 27. <http://dx.doi.org/10.5751/ES-08450-210227>
- Kelley, T. (1927). *Interpretation of educational measurements*. World Book Company.
- Luthar, S. (2006). Resilience in development: A synthesis of research across five decades. Dans D. Cicchetti et D. Cohen (dirs.), *Developmental psychopathology: Risk, disorder, and adaptation* (pp. 739–795).
- Mallak, LA (1998) Mesure de la résilience dans les organisations de prestataires de soins de santé. *Health Manpower Management*, 24, 148-152.
- Mancini, A. et Bonanno, G. (2009). Predictors and parameters of resilience to loss: Toward an individual differences model. *Journal of Personality*, 77(6), 1805–1832. <https://doi.org/10.1111/j.1467-6494.2009.00601.x>
- Marquis, N. (2018). La résilience comme attitude face au malheur: succès et usages des ouvrages de Boris Cyrulnik. *Open Edition Journals, Sociologies, Théories et recherches*, 1–16. <https://doi.org/10.4000/sociologies.6633>
- Pargament, K. I. (2002). *The Psychology of Religion and Coping: Theory, Research, Practice*.
- Parrinello, G. (2016). Les enjeux de l'après: vulnérabilité et résilience à Payne, M. (2011). Risk, security and resilience work in social work practice. *Revista de Asistență Socială*, 1, 7–14. <https://www.ceeol.com/search/article-detail?id=31691>
- Southwick, S., Bonanno, G., Masten, A., Panter-Brick, C., et Yehuda, R. (2014). Resilience definitions, theory, and challenges: interdisciplinary perspectives. *European Journal of Psychotraumatology*, 5, 1–14. <https://doi.org/10.3402/ejpt.v5.25338> Volume 39, numéro 1, 2022, p. 153–176

\*\*\*\*\*